



FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ATHLÉTISME

# REGLEMENT INTERIEUR

(modifié par l'Assemblée Générale du 12 juin 2021)

## TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent Règlement Intérieur vient compléter les Statuts en ce qu'ils traitent des structures fédérales (FFA, Ligues et Comités), des différents membres (Clubs, membres d'honneur et membres donateurs) et des adhérents.

Pour la bonne lecture des différents règlements fédéraux, il est précisé la signification des termes suivants :

- Saison administrative : période de délivrance de la licence et d'affiliation des membres à la FFA. Elle court du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante ;
- Saison sportive : période de comptabilisation des résultats sportifs. Elle court du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

### Article 1<sup>er</sup> – Activités

1.1 Sont ouvertes aux détenteurs d'une Licence Athlé Compétition, Athlé Entreprise, Athlé Running et Athlé Découverte, ou d'un Titre de participation, les compétitions telles qu'elles sont précisées dans les Règlements Généraux.

### Article 2 – Obligation de licence

2.1 Les membres des organes mentionnés ci-après doivent être titulaires d'une Licence au plus tard dès la première réunion suivant le début de la période de délivrance de la Licence :

- Comité Directeur et commissions de la Fédération (sauf dispositions particulières) ;
- Comité Directeur et commissions des Ligues régionales ;
- Comité Directeur et commissions des Comités départementaux ;
- Instance dirigeante et commissions des Comités territoriaux ;
- Organe dirigeant des sections d'Athlétisme dans les associations multisports affiliées à la FFA.

A défaut, la qualité de membre leur sera retirée de plein droit.

### Article 3 – Compatibilités de fonctions

3.1 Les personnes occupant une situation administrative dans une organisation de sport amateur et recevant pour cela une rémunération peuvent, dès lors qu'elles sont licenciées :

- représenter les Clubs aux Assemblées Générales ;
- remplir des fonctions dans les diverses Commissions Territoriales, Départementales, Régionales et Nationales.

3.2 Toutefois, les personnes occupant une situation administrative rétribuée dans un Club d'Athlétisme, un Comité territorial d'Athlétisme, un Comité départemental d'Athlétisme, une Ligue régionale d'Athlétisme ou la FFA, ne peuvent pas faire partie du Comité Directeur de l'association qui les emploie.

## **Article 4 – Sanctions et litiges**

- 4.1** Toute structure, membre ou adhérent de la FFA ayant contrevenu aux Statuts et Règlements régissant l'Athlétisme aux plans national et international ou s'étant rendu coupable d'une faute contre l'honneur, la probité ou les bonnes mœurs, est passible de sanctions.
- 4.2** Pour toutes infractions aux règles édictées par les textes en vigueur concernant la Lutte contre le Dopage selon la réglementation française et/ou les dispositions de la Fédération internationale d'athlétisme (World Athletics), la procédure sera conduite conformément au code du sport.
- 4.3** De plus, un Règlement Disciplinaire est applicable à toute structure, membre et adhérent de la FFA.
- 4.4** Paris sportifs : Les athlètes, entraîneurs, agents sportifs, officiels et organisateurs ne peuvent engager à titre personnel directement ou par personne interposée de mises sur des paris sur une compétition, auxquels ils sont intéressés directement ou indirectement.
- Nul adhérent de la FFA ne peut communiquer à des tiers des informations privilégiées obtenues à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions, et qui sont inconnues du public.
- Aucun adhérent ne doit porter atteinte à la morale, à l'éthique, à la déontologie ou à l'esprit sportif des compétitions, ni porter atteinte à l'image et à la réputation de l'Athlétisme.
- Toute violation de ces dispositions pourra entraîner des sanctions dans les conditions prévues dans le Règlement disciplinaire de la FFA.
- 4.5** Tout litige entre la FFA, ses structures, ses membres et/ou adhérents sera traité, selon le cas, conformément aux Règlements Généraux ou au Règlement Disciplinaire.
- 4.6** Tout litige entre World Athletics et un adhérent sera de la compétence du Tribunal Arbitral du Sport dont la décision sera définitive et imposable à toutes les parties intéressées.

## **TITRE II – ASSEMBLEE GENERALE FEDERALE**

### **Article 11 – Conditions générales**

- 11.1** L'Assemblée Générale de la FFA, prévue aux Statuts et dont la date est fixée par le Comité Directeur, se tient pour les Assemblées Générales électorales au plus tard le 31 décembre suivant la fin des Jeux Olympiques d'été précédents.
- 11.2** La convocation à l'Assemblée Générale doit être adressée au minimum quarante-cinq jours avant la date de l'Assemblée Générale.
- Elle devra mentionner obligatoirement l'ordre du jour proposé par le Président et arrêté par le Comité Directeur. A ce titre, seules seront valables les résolutions prises par l'Assemblée Générale sur les points inscrits à l'ordre du jour.

### **Article 12 – Organisation générale**

- 12.1** Pour se tenir valablement, l'Assemblée Générale doit se composer de la moitié au moins des Délégués de Clubs représentant au moins le dixième des voix plus une.
- 12.2** Si le quorum énoncé ci-dessus n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau, avec le même ordre du jour, mais à quinze jours d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de Délégués de Clubs présents.
- 12.3** Lors de l'Assemblée Générale, les Délégués de Clubs peuvent émettre des observations quant à l'avancement et la mise en œuvre de la politique de la FFA pour l'olympiade. Ces observations devront être formulées en rapport avec des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, et émises par au moins un tiers des Délégués de Clubs. Elles seront adressées à la FFA par tout moyen permettant d'accuser réception, avec la liste nominative et la signature des Délégués soutenant l'observation, au plus tard huit jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale. La Commission électorale sera chargée de vérifier, le jour de l'Assemblée Générale de la FFA, la liste des signataires. Ces observations pourront être inscrites au procès-verbal de ladite Assemblée Générale si elles sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés.

## **Article 13 – Commissaire aux Comptes**

- 13.1** Conformément aux textes légaux en vigueur, un Commissaire aux Comptes titulaire et un Commissaire aux Comptes suppléant sont nommés par l'Assemblée Générale de la FFA. Ils sont nommés conformément au droit commun pour six exercices, leurs fonctions expirant après la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes du sixième exercice.
- 13.2** Le Commissaire aux Comptes a une mission comptable générale qui comprend la certification des comptes et des vérifications spécifiques attachées au budget, au rapport d'activité. Il procède également à des interventions connexes comme celle relative à la procédure d'alerte.
- 13.3** Le Commissaire aux Comptes peut être récusé, révoqué ou démissionné dans les conditions fixées par les textes en vigueur. Il peut être civilement et pénalement responsable.

## **Article 14 – Candidatures au Comité Directeur**

- 14.1** L'élection du Comité Directeur est réalisée sous la forme d'un scrutin de liste.

Pour être recevable, chaque personne tête de liste doit constituer un dossier de candidature comprenant : la liste des 37 candidats, le formulaire de renseignements de chaque candidat dûment complété et signé, d'un extrait du casier judiciaire (bulletin n°3) de chacun des 37 candidats et du projet de politique générale pour l'olympiade et devra répondre aux conditions fixées par les Statuts et le Règlement intérieur.

L'ensemble de ces documents doit être déposé au siège de la FFA par la personne tête de liste ou par une personne titulaire d'une licence en cours de validité qu'elle aura spécialement mandatée par écrit, au plus tôt 35 jours et au plus tard 21 jours avant la date prévue de l'Assemblée Générale électorale.

La personne tête de liste sera l'interlocuteur exclusif de la liste vis-à-vis de la FFA durant tout le processus électoral.

Chaque candidat présent sur la liste devra obligatoirement être licencié à la date limite de dépôt des listes. A défaut, le dépôt de la liste sera considéré comme nul.

A peine de nullité des listes concernées :

- nul ne peut être candidat sur plusieurs listes ;
- nul ne peut changer de liste à l'issue du dépôt d'une liste.

Dans l'hypothèse où une liste deviendrait incomplète, pour quelque raison que ce soit, entre la date de dépôt et la date de l'Assemblée Générale, la liste devra, pour demeurer valide, être complétée si l'évènement survient avant la date limite de dépôt des listes.

Au-delà de la date limite du dépôt des listes, aucune modification ne sera acceptée sauf en cas de décès et ce, jusqu'à la veille de l'Assemblée Générale.

- 14.2** Chaque liste doit comporter obligatoirement 37 noms, classés et numérotés dans un ordre croissant correspondant à l'ordre dans lequel les candidats se verront attribuer en priorité des sièges :

- dont au moins un médecin, dûment identifié, qui devra être positionné parmi les 22 premières places de la liste ;
- dont une représentation des femmes et des hommes en fonction du nombre de licenciés telle que définie dans les Statuts, et conforme aux dispositions suivantes :
  - si le nombre de licenciés de l'un des sexes est inférieur à 25%, la composition de la liste devra être paritaire (alternance homme/femme ou femme/homme) pour les 20 premières places de la liste, étant précisé que la composition des listes est libre de la 21<sup>e</sup> à la 37<sup>e</sup> place.
  - si le nombre de licenciés de chacun des deux sexes est supérieur ou égal à 25%, la composition de la liste devra être paritaire pour les 30 premières places de la liste (alternance homme/femme ou femme/homme), étant précisé que la composition des listes est libre de la 31<sup>e</sup> à la 37<sup>e</sup> place.

Les listes ne devront pas comporter de suppléants.

- 14.3** En cas d'envoi postal, le cachet de la poste est pris en considération et représente la date de dépôt.
- 14.4** Lors du dépôt au siège de la FFA, il est délivré en main propre un reçu faisant apparaître la date de remise de la candidature.

## **Article 15 – Élection du Comité Directeur**

**15.1** L'élection du Comité Directeur se déroule au scrutin de liste proportionnel à un tour dans les conditions suivantes :

Les électeurs votent pour la liste de leur choix à bulletin secret à l'aide de boîtiers électroniques ou de bulletins papier. Si des bulletins papier sont utilisés, le suffrage est considéré comme valablement exprimé lorsque les Délégués de Clubs votent sans ratures ni surcharges, sans rayer de noms et sans pouvoir opérer de panachage entre les listes ni en modifier l'ordre de présentation.

Si la liste ayant obtenu la majorité des suffrages valablement exprimés obtient un pourcentage des suffrages (pour ce calcul il sera fait recours à un pourcentage de suffrages exprimé à deux décimales) :

- inférieur ou égal à 60%, il lui est attribué 22 sièges, quel que soit le score obtenu ;
- supérieur à 60%, il lui est attribué un nombre de sièges en proportion exacte du nombre de suffrages obtenus, arrondi à l'entier supérieur.

En cas d'égalité des suffrages entre plusieurs listes arrivées en tête, la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la moins élevée, se verra attribuer 22 sièges.

Après attribution des sièges à la liste arrivée en tête selon les modalités visées ci-dessus, la répartition des sièges restants entre l'ensemble des autres listes ayant obtenu au moins 10% des suffrages valablement exprimés est effectuée à la proportionnelle calculée à partir de leur quotient électoral (rapport entre le nombre total de suffrages exprimés sur les listes restantes ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés et le nombre de sièges restants à pourvoir).

Le nombre de sièges à attribuer à chacune de ces listes restantes se calcule en divisant le nombre de suffrages obtenus par chacune de ces listes par le quotient électoral susvisé. Seule la partie entière du résultat est prise en compte.

Q étant le quotient électoral, SE étant le nombre total de suffrages exprimés sur les listes restantes participant à la répartition des sièges, N étant le nombre de sièges restant à pourvoir.

La formule de calcul est  $Q = SE/N$

Si, à l'issue de cette répartition à la proportionnelle, il reste un siège à pourvoir, celui-ci est attribué selon la règle de la plus forte moyenne obtenue par les listes.

Le calcul de la plus forte moyenne s'effectue ainsi : nombre de suffrages obtenus par une liste divisé par le nombre de sièges obtenus par cette même liste à la proportionnelle.

Si plusieurs listes ont la même moyenne, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au moins âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans l'hypothèse où, à l'exception de la liste arrivée en tête, aucune liste n'a obtenu au moins 10% des suffrages valablement exprimés, la totalité des sièges est attribuée à la liste arrivée en tête.

Dans l'hypothèse où aucune liste, y compris celle arrivée en tête, n'a obtenu au moins 10% des suffrages valablement exprimés, les élections sont annulées et il est organisé sans délai un nouveau processus électoral, le Bureau Fédéral et le Président en place étant chargés d'expédier les affaires courantes et d'organiser lesdites élections si cela est nécessaire. Dans ce cas, et par dérogation aux dispositions relatives à la date limite d'organisation de l'Assemblée Générale élective, le mandat du Bureau Fédéral et du Président pourra prendre fin après le 31 décembre suivant la fin des Jeux Olympiques d'été précédents.

Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

**15.2** Vacance de poste (à l'exception du poste de Président): le candidat venant immédiatement après le dernier élu de la liste s'étant vu attribuer le siège devenu vacant est appelé à remplacer le membre du Comité Directeur dont le siège est devenu vacant pour quelque cause que ce soit.

Si le candidat ainsi désigné se désiste ou ne remplit plus au jour de l'attribution du poste les conditions d'éligibilité, le poste est attribué au candidat suivant de cette même liste et ainsi de suite, jusqu'au dernier candidat de la liste, tant que le poste n'est pas attribué.

Cette disposition s'entend dans le respect de la représentation des femmes et des hommes en proportion du nombre de licenciés. Ainsi, si la personne arrivant immédiatement en position suivante sur la liste ne permet pas de respecter la représentation par sexe, le candidat suivant, qui devra être

du même sexe que la personne démissionnaire, se verra attribuer le poste vacant. Dans l'hypothèse où cette représentation ne pourrait être assurée du fait du sexe des candidats restants sur la liste, le poste restera vacant jusqu'à la plus prochaine Assemblée Générale au cours de laquelle un vote spécifique aura lieu dans les conditions prévues à l'avant-dernier alinéa du présent article.

Si la vacance concerne le poste de médecin et qu'aucun médecin ne figure, parmi les membres restants du Comité Directeur, ce poste sera laissé vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale à l'occasion de laquelle il y sera pourvu dans les conditions prévues à l'alinéa suivant.

Dans le cas où une seule liste serait représentée ou si une liste est épuisée de sorte qu'il n'est pas possible de pourvoir le poste vacant par un candidat présent sur cette liste, le Comité Directeur présentera lors de l'Assemblée Générale suivante un ou plusieurs candidats afin de pourvoir le poste vacant. L'Assemblée Générale départagera ces candidats lors d'un scrutin uninominal majoritaire à un tour, étant élu le candidat ayant obtenu la majorité des suffrages valablement exprimés. En cas d'égalité, sera élu le candidat le plus jeune.

Le mandat de la personne ayant remplacé un membre du Comité Directeur dont le siège était devenu vacant, expire en même temps que celui des autres membres du Comité Directeur normalement élus.

**15.3** Les mandats de Délégué de Clubs et de membre du Comité Directeur de la FFA étant incompatibles, l'élection en qualité de membre du Comité Directeur de la FFA entraîne de plein droit la fin du mandat de Délégué de Club.

### **Article 16 – Élection du Président**

**16.1** L'élection du Président se déroule dans les conditions prévues à l'article 35.1 des Statuts.

## **TITRE III – COMITE DIRECTEUR FEDERAL**

### **Article 21 – Compétences du Comité Directeur**

**21.1** Le Comité Directeur :

- adopte les directives techniques sportives définies par le Directeur Technique National, en accord avec le Président de la FFA, dans le cadre du plan de développement de la FFA ;
- est chargé de l'élaboration et de l'application des Règlements Généraux pour l'adoption ou la modification desquels la majorité des deux tiers des personnes présentes ou représentées est nécessaire ;
- adopte, sur proposition des Commissions Nationales et des Comités compétents après avis du Bureau Fédéral, en plus des textes prévus par les Statuts, les orientations stratégiques de formation proposées par l'Organisme de Formation, le Règlement encadrant l'activité d'agent sportif d'athlétisme, le Règlement sportif, le Règlement des installations et des matériels d'athlétisme, la Règlementation des manifestations running et la Charte d'éthique et de déontologie de l'athlétisme ;
- décide, après consultation des commissions techniques concernées, de la création, de l'organisation ou de la suppression de Compétitions Nationales, fixe le lieu des Championnats de France Élite, des Championnats de France Élite en Salle et des Championnats de France de Cross-country, et donne son accord sur les candidatures de la France aux compétitions internationales ;
- présente à l'Assemblée Générale le compte de résultat et le bilan de l'exercice écoulé et lui soumet le budget prévisionnel de l'exercice à venir dont il suit et contrôle l'application ;
- fixe, quatre mois avant le début de la période de délivrance de la Licence, le montant des cotisations, des mutations et autres droits non visés aux Statuts. Il fixe également le montant du Titre de participation ;
- est habilité à créer, en parallèle des Commissions Nationales, des Groupes de Travail dont il détermine le fonctionnement, les objectifs et la durée ;
- étudie les propositions qui lui sont transmises par le Bureau Fédéral et prend les décisions afférentes.

## **Article 22 – Réunions du Comité Directeur**

- 22.1** Tout membre du Comité Directeur empêché d'assister à une réunion peut donner procuration écrite à l'un de ses collègues. Nul ne peut détenir plus d'une procuration.
- 22.2** Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire Général. Ils sont établis sans blanc ni rature ni surcharge sur des feuillets numérotés conservés au siège de la FFA.
- 22.3** Le Président ou, à défaut, l'un des Vice-présidents préside les séances du Comité Directeur.
- 22.4** Peuvent, sur invitation du Président, assister aux réunions du Comité Directeur, sans pouvoir intervenir dans les débats sauf s'ils y sont expressément invités par le Président, les Présidents de Ligues non membres du Comité Directeur et les Présidents des Commissions Nationales et des Comités non membres du Comité Directeur. Ils n'y disposent pas du droit de vote.

## **Article 23 – Révocation du Comité Directeur**

- 23.1** Dans le cas de révocation du Comité Directeur prévu aux Statuts, le Président ou à défaut le Bureau Fédéral est chargé de convoquer, dans un délai maximum de deux mois, l'Assemblée Générale destinée à élire un nouveau Comité Directeur pour la durée restant à courir du mandat interrompu.
- 23.2** Dans l'intervalle, l'expédition des affaires courantes est assurée par le Bureau Fédéral assisté des Présidents des Commissions : Sportive et d'Organisation, Statuts et Règlements, Finances et Budget ainsi que de trois personnes désignées à cet effet par l'Assemblée Générale ayant mis fin au mandat du Comité Directeur.

# **TITRE IV – BUREAU FEDERAL**

## **Article 31 – Composition du Bureau Fédéral**

- 31.1** Le Bureau Fédéral est composé au minimum de 6 personnes dont le Président, un Vice-président, un Secrétaire Général et un Trésorier Général, et au maximum d'un nombre de personnes qui ne saurait être supérieur à la moitié du nombre de membres du Comité Directeur.

La composition du Bureau Fédéral respecte les dispositions relatives à la représentation des femmes et des hommes.

Lors de la première réunion qui suit son élection, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret et sur proposition du Président, la liste des membres amenés à composer le Bureau Fédéral.

La liste proposée par le Président, doit être adoptée, par un vote unique portant sur son ensemble, par le Comité Directeur à la majorité des suffrages valablement exprimés.

En cas de rejet de la liste proposée par le Président, celui-ci soumet une nouvelle liste pouvant comprendre en tout ou partie des personnes précédemment proposées. Il est ainsi procédé jusqu'à ce que le Comité Directeur approuve à la majorité des suffrages valablement exprimés, une liste proposée par le Président.

En cas de vacance d'un poste au sein du Bureau Fédéral, autre que celui de Président et pour quelque raison que ce soit, hormis suite à une révocation de l'ensemble du Comité Directeur par l'Assemblée Générale, le Président soumet à l'approbation du Comité Directeur le nom d'un remplaçant choisi parmi les membres du Comité Directeur dans le respect des obligations relatives à la représentation des femmes et des hommes au sein du Bureau Fédéral.

## **Article 32 – Compétences et fonctionnement du Bureau Fédéral**

- 32.1** Le Bureau Fédéral assume les missions qui lui sont conférées par les Statuts, le présent Règlement Intérieur et les Règlements Généraux, ainsi que celles ne relevant pas des prérogatives du Comité Directeur ou d'un autre organe de la FFA.

Il veille au bon fonctionnement des instances fédérales et prend, si besoin, les décisions utiles ou les propose au Comité Directeur selon leurs prérogatives respectives.

Il étudie les propositions des Commissions Nationales et des Comités et prend les décisions afférentes, ou, selon leurs prérogatives respectives, les transmet au Comité Directeur.

Il adopte tout règlement qui ne serait pas expressément de la compétence de l'Assemblée Générale ou du Comité Directeur, notamment des circulaires administratives et financières qui ont une valeur impérative.

- 32.2** Le Bureau Fédéral décide, en fonction des orientations adoptées par le Comité Directeur, de l'adoption des règlements :
- des compétitions Nationales ou des modifications de ceux-ci sur proposition des Commissions techniques (CSO-CNJ-CNR-CNM-CNSE-CNAM) réunies alors en Commission Nationale ;
  - des offres de qualifications fédérales des formations.
- 32.3** Le Bureau Fédéral décide de l'implantation des Championnats et compétitions nationales qui ne sont pas du ressort du Comité Directeur.
- 32.4** Il se réunit au moins dix fois par an sur convocation du Président de la FFA. Il peut se réunir, en tout ou partie, de manière dématérialisée.
- La présence d'au moins huit de ses membres est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est précisé que la vacance d'un poste au sein du Bureau Fédéral ne saurait invalider les délibérations adoptées, sous réserve des dispositions relatives au quorum.
- Tout membre du Bureau Fédéral empêché d'assister à une réunion peut donner procuration écrite à un autre membre du Bureau Fédéral. Nul ne peut détenir plus d'une procuration.
- 32.5** Le Directeur Général et le Directeur Technique National assistent avec voix consultative aux séances du Bureau Fédéral.
- 32.6** Le Bureau Fédéral peut s'entourer du concours de toute personne dont il juge la présence utile à l'accomplissement de sa mission.
- 32.7** Il règle, en dernier ressort, les différends, à l'exclusion de ceux relevant de l'article 4, opposant adhérents, Clubs, Comités départementaux, Comités territoriaux ou Ligues régionales, entre eux ou avec la FFA.
- 32.8** Conformément au Règlement disciplinaire, il peut prononcer des mesures conservatoires, lorsque les circonstances le justifient, envers les personnes à l'encontre desquelles sont engagées des procédures disciplinaires.

## TITRE V – SECRETARIAT GENERAL

### Article 41 – Secrétariat Général

- 41.1** Le Secrétariat Général est composé du Secrétaire Général, du Secrétaire Général adjoint, de deux Vice-présidents délégués au maximum, du Trésorier Général, du Directeur Général et du Directeur Technique National. Il est piloté par le Secrétaire Général et le Directeur Général.
- 41.2** Le Secrétariat Général est chargé d'assurer le suivi des affaires courantes et de préparer l'examen de celles qui présentent un caractère d'urgence. Il assure la veille permanente des travaux des Commissions Nationales et des Comités. Il est également chargé du suivi des Ligues régionales et des Comités territoriaux et départementaux. Il assure le suivi des projets administratifs, stratégiques, sportifs, événementiels et de développement. Il assure le lien indispensable entre les élus, la Direction Générale et les membres de la Direction Technique de la Fédération.
- 41.3** Il se réunit, en principe, deux fois par mois sur convocation du Secrétaire Général ou du Directeur Général. Il peut se réunir, en tout ou partie, de manière dématérialisée.
- 41.4** Il rend compte de son activité au Bureau Fédéral.

## TITRE VI – FONCTIONNEMENT FEDERAL

### Article 51 – Président

- 51.1** Le Président assure toutes les missions qui lui sont dévolues par les Statuts.

- 51.2** Il ordonnance et coordonne les actions du Directeur Général, du Secrétaire Général et du Trésorier Général, et en rend compte au Bureau Fédéral.
- 51.3** Il dirige les débats lors des réunions du Bureau Fédéral, du Comité Directeur et de l'Assemblée Générale, et veille à ce que ceux-ci se tiennent dans le respect de l'ordre du jour et des personnes présentes.
- 51.4** Il participe à l'élaboration, en accord avec le Directeur Technique National, de la politique technique sportive nationale.
- 51.5** Il veille au bon fonctionnement de la FFA. A cet effet, il prend toute décision nécessaire, notamment celle imposée par l'urgence, et en informe, selon le cas, le Comité Directeur ou le Bureau Fédéral lors de la réunion la plus proche, ou immédiatement par écrit selon le caractère de la décision.
- 51.6** Il propose au Bureau Fédéral ou au Comité Directeur, selon leurs prérogatives respectives, les mesures à adopter pour la mise en œuvre du plan d'actions fédéral.
- 51.7** Pour l'aider dans ses missions, notamment la préparation et la mise œuvre de ses décisions, le Président peut confier aux personnes de son choix des attributions dont il fixe la nature et la durée. A cet effet, il établit des lettres de missions qu'il présente au Comité Directeur.
- 51.8** En cas de vacance du poste de Président pour quelque cause que ce soit, hormis dans l'hypothèse d'une révocation de l'ensemble du Comité Directeur par l'Assemblée Générale, les fonctions de Président sont exercées provisoirement jusqu'à la plus prochaine Assemblée Générale par l'un des Vice-présidents délégués désigné par le Bureau Fédéral ou, à défaut, par un autre membre du Bureau Fédéral désigné par ce dernier en son sein.

L'Assemblée Générale suivante, soit ordinaire, soit convoquée spécialement à cet effet, procède au remplacement définitif du Président pour la durée du mandat restant à courir dans les conditions suivantes :

- Le Comité Directeur propose à l'Assemblée Générale un candidat élu parmi ses membres, au premier tour à la majorité absolue, au second tour à la majorité relative des suffrages valablement exprimés.
- L'Assemblée Générale valide cette proposition à la majorité des suffrages valablement exprimés. Dans le cas contraire, le Comité Directeur se réunit à nouveau jusqu'à la validation par l'Assemblée Générale du candidat proposé par le Comité Directeur. Un candidat ne peut être présenté plus de deux fois au vote de l'Assemblée Générale.

## **Article 52 – Vice-présidents**

- 52.1** Le Président de la FFA confie aux Vice-présidents des missions générales ou particulières détaillées dans des lettres de missions qu'il présente au Comité Directeur.

Les Vice-présidents rendent compte de leurs missions au Président et au Bureau Fédéral.

- 52.2** Toutefois, la représentation de la FFA en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

## **Article 53 – Secrétaire Général**

- 53.1** Le Secrétaire Général assure et garantit, avec le concours du Secrétaire Général Adjoint et de la Direction Générale de la FFA, le suivi des affaires générales et le bon fonctionnement associatif de la FFA.

- 53.2** Il anime et coordonne les activités de l'ensemble des instances fédérales. Il garantit la bonne organisation et assure le suivi des réunions du Bureau Fédéral, du Comité Directeur et de l'Assemblée Générale. Il veille notamment, avec le Directeur Général, à l'exécution des décisions prises par le Bureau Fédéral et le Comité Directeur.

Il veille au fonctionnement et à la gestion des Commissions Nationales et des Comités, coordonne leurs travaux, examine les propositions qu'ils formulent et les soumet au Bureau Fédéral.

- 53.3** Il convoque le Secrétariat Général, en principe deux fois par mois.

## **Article 54 – Trésorier Général**

- 54.1** Le Trésorier Général, avec le concours du Trésorier Général Adjoint, de la Commission des Finances et du Budget et de la Direction Financière de la FFA placée sous son autorité, assure le suivi et le contrôle des affaires financières de la FFA.



Il prépare annuellement avec le Directeur Général et les Services fédéraux, dont la Direction Technique Nationale, le projet de budget fédéral annuel qu'il soumet au Comité Directeur.

Il met en œuvre les moyens nécessaires au suivi et au contrôle de l'exécution du budget par le Comité Directeur et au débat d'examen des comptes lors de l'Assemblée Générale.

- 54.2** Il est de droit, avec le Président, l'un des mandataires de toutes les opérations bancaires ; le Comité Directeur peut habilitier d'autres de ses membres en qualité de mandataires pour lesdites opérations. La signature conjointe de deux mandataires est requise.

### **Article 55 – Directeur Général**

- 55.1** Le Directeur Général est un membre du personnel fédéral salarié. Il est recruté par le Président de la FFA et est placé sous son autorité.

- 55.2** Il est responsable du fonctionnement et de l'administration de la Fédération ainsi que des relations internationales.

- 55.3** Il veille, avec le Secrétaire Général, à l'exécution des décisions prises par l'Assemblée Générale, le Comité Directeur et le Bureau Fédéral et coordonne l'activité du Siège fédéral.

Il est l'interlocuteur fonctionnel des Vice-présidents, du Secrétaire Général, du Trésorier Général et des Présidents des Commissions Nationales et des Comités.

- 55.4** Il assure la fonction de Directeur des Ressources Humaines, en collaboration avec l' élu de référence désigné par le Président. Il assure le processus de recrutement et embauche les membres du personnel fédéral.

### **Article 56 – Directeur Technique National**

- 56.1** Les conditions de sa nomination et son rôle sont définis par les textes ministériels en vigueur.

- 56.2** Il élabore, en accord avec le Président de la FFA, une politique sportive pluriannuelle à tous les niveaux qu'il est chargé, après son approbation par l'Assemblée Générale, de mettre en œuvre avec le concours des cadres de la Direction Technique Nationale et des Conseillers Techniques Sportifs.

Il rend compte de son action au Président de la FFA, au Bureau Fédéral, au Comité Directeur et à l'Assemblée Générale.

## **TITRE VII - COMMISSIONS NATIONALES ET COMITES**

### **Article 61 – Liste des Commissions Nationales et des Comités**

- 61.1** Outre les Commissions Nationales instituées dans les Statuts :

- Commission de Surveillance des Opérations Electorales (CSOE) ;
- Commission des Officiels Techniques (COT) ;
- Commission Médicale (CM) ;

Il est institué des Commissions Administratives, Techniques et Spécifiques ainsi que des Comités dont les modalités de composition et les missions sont fixées par le présent Règlement Intérieur.

- 61.2** Commissions Administratives :

- Commission des Statuts et Règlements (CSR) ;
- Commission des Finances et du Budget (CFB) ;
- Commission de la Documentation et de l'Histoire (CDH).

- 61.3** Commissions Techniques :

- Commission Sportive et d'Organisation (CSO) ;
- Commission Nationale de Marche (CNM) ;
- Commission Nationale du Running (CNR) ;
- Commission Nationale du Sport en Entreprise (CNSE) ;
- Commission Nationale des Jeunes (CNJ) ;
- Commission Nationale de l'Athlétisme Masters (CNAM).

#### **61.4 Commissions Spécifiques :**

- Commission Nationale du Développement et des Clubs (CNDC) ;
- Commission Nationale des Athlètes (CNA) ;
- Commission Nationale des Entraîneurs (CNE) ;
- Commission des Agents Sportifs (CAS).
- Commission Nationale de l'Athlétisme Forme & Santé (CNAFS) ;
- Commission Outre-mer (COM) ;
- Commission de l'Athlétisme Féminin (CAF)
- Commission des Equipements Sportifs (CES)
- Commission de l'Athlétisme Professionnel (CAP)

#### **61.5 Comités :**

- Comité de Sélection des Equipes de France (CSEF)
- Comité de Prévention Dopage (CPD)
- Comité d'Ethique et de Déontologie (CED)

### **Article 62 – Dispositions générales**

**62.1** Le Comité Directeur désigne, dès sa première réunion suivant son élection par l'Assemblée Générale, sur proposition du Président de la FFA et après appel à candidature, pour la durée initiale du mandat du Président de la FFA, les Présidents des Commissions Nationales et des Comités. Ceux-ci sont chargés, avec deux membres du Comité Directeur, de présenter au Bureau Fédéral, dans le délai d'un mois, la composition du groupe permanent de leur Commission ou Comité avant transmission au Comité Directeur pour approbation.

Chaque Commission ou Comité se compose d'un groupe permanent qui se réunit selon une fréquence adaptée et validée par le Bureau Fédéral. Chaque Commission ou Comité peut se réunir, en tout ou partie, de manière dématérialisée.

Le nombre de membres du Comité Directeur ne doit pas être majoritaire au sein des groupes permanents.

Le nombre de membres au sein du groupe permanent de chaque Commission ou Comité doit être limité à 10 personnes au maximum.

**62.2** Les membres des Commissions Nationales et des Comités doivent être titulaires au cours de leur mandat d'une licence valide pour la saison en cours et ce au plus tard dès la première réunion de la Commission Nationale ou du Comité dont ils sont membres suivant le début de la période de délivrance de la Licence. A défaut de remplir cette obligation et sauf cas de force majeure, la personne perdra automatiquement la qualité de membre de la Commission Nationale ou du Comité concerné. Le poste sera vacant et sera pourvu ultérieurement.

**62.3** En complément des attributions définies ci-après pour chacun d'eux, les Commissions Nationales et les Comités ont pour mission de formuler toute modification des règlements dont ils ont la charge d'application.

Après étude, le Bureau Fédéral transmettra, le cas échéant, au Comité Directeur. Toute proposition devra être transmise préalablement au Secrétariat Général sous forme d'une note dans les dix jours qui suivent la réunion de la Commission ou du Comité.

Les CSO, CNJ, CNM, CNAM, COT, CNR, CNAFS, CSR, CM et CES peuvent se réunir, en séance dénommée Nationale comprenant les membres du groupe permanent (avec la participation consultative des Présidents des Commissions régionales concernées) une fois par an et une deuxième fois après accord du Bureau Fédéral sur la date et le lieu.

Chaque Commission Nationale doit désigner un Secrétaire chargé de la rédaction de ses procès-verbaux, qui doivent être transmis au Secrétariat Général dans le mois suivant chaque réunion.

Suite à leur désignation, chacun des Présidents de Commissions Nationales et de Comités se voit remettre une lettre de missions définissant les objectifs et le fonctionnement général de la Commission Nationale ou du Comité dont il a la charge, qui devront s'inscrire dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement de la FFA et du Projet Fédéral. Cette lettre de mission peut préciser le nombre annuel maximum de réunions pour la Commission ou le Comité.

Les Commissions et Comités peuvent créer en leur sein des Groupes de Travail pour des besoins propres à leur fonctionnement. Le Bureau Fédéral valide l'existence de ces Groupes de Travail et leur composition. Une lettre de mission est remise au responsable de chaque Groupe de Travail ainsi créé.

## **Article 63 – Commissions Administratives**

### **63.1 Commission des Statuts et Règlements (CSR)**

La CSR est chargée :

- d'examiner toutes les questions se rapportant au respect des Statuts, du Règlement Intérieur et des Règlements Généraux autres que celles ressortissantes du Règlement Disciplinaire ;
- de vérifier la conformité et la cohérence de l'ensemble des textes réglementaires fédéraux
- d'instruire les dossiers de demande d'affiliation, de radiation et de fusion des Clubs que lui adressent les Ligues pour décision ;
- de donner son avis sur toutes les questions relatives à l'application des Règlements Généraux et de la Circulaire Administrative ;
- d'étudier toutes les propositions à caractère réglementaire présentées par les Ligues, de se saisir de sujets qui lui sont signalés par les Commissions Nationales et qui ne sont pas de leur ressort ainsi que de tous les différends mettant en cause des ressortissants de la FFA ; elle décide en première instance et, en cas d'appel, transmet le dossier au Bureau Fédéral pour décision définitive ;
- de traiter, en première instance, les appels à l'encontre des décisions des Ligues ;
- d'étudier toutes les questions qui lui sont déférées par le Comité Directeur ou le Bureau Fédéral.

### **63.2 Commission des Finances et du Budget (CFB)**

La CFB est chargée :

- d'apporter son concours au Trésorier Général dans le suivi des affaires financières ;
- de rédiger et assurer l'application des circulaires financières relatives :
  - aux diverses manifestations fédérales ;
  - aux déplacements et missions ;
- d'assurer le suivi financier des dispositions de la Circulaire Administrative annuelle et des divers règlements des compétitions.

Elle a la possibilité de formuler des remarques ou des suggestions au Bureau Fédéral sous le contrôle du Trésorier Général dans le cadre de sa mission de suivi des affaires financières.

Elle examine et analyse les comptes financiers annuels des Ligues et des Comités Départementaux et leur transmet les remarques qu'elle juge utiles.

### **63.3 Commission de la Documentation et de l'Histoire (CDH)**

La CDH est chargée, en relation avec les structures déconcentrées :

- de constituer une documentation fédérale qui puisse permettre de répondre aux demandes de renseignements concernant les chiffres athlétiques (palmarès, chronologies, bilans tous temps, etc....) et les biographies ;
- d'effectuer le suivi des sélectionnés internationaux ;
- de valoriser toute initiative relative à l'histoire de l'Athlétisme français.

## **Article 64 – Commissions techniques**

### **64.1 Commission Sportive et d'Organisation (CSO)**

La CSO gère toutes les compétitions nationales hors celles gérées par les CNM, CNR, CNAM, CNJ et CNSE, auxquelles elle peut néanmoins apporter son concours et ce en liaison avec la Direction Technique Nationale.

La CSO a pour mission :

- de donner un avis sur les candidatures d'organisation et les propositions d'implantation des compétitions dont elle a la charge, selon leur cahier des charges, au Bureau Fédéral ou au Comité Directeur selon le cas ;
- d'élaborer les règlements des Championnats de France et des autres épreuves nationales et de les soumettre au Bureau Fédéral pour validation, selon les orientations adoptées par le Comité Directeur ;
- de préparer et assurer l'organisation technique de ces compétitions ainsi que des rencontres et réunions internationales relevant de la compétence de la FFA, pour lesquelles elle communique à la COT la liste des postes d'officiels à pourvoir (hors OTN, JG4 et Experts informatiques, Délégués techniques et adjoints) et vérifie que tous les postes sont bien pourvus ;
- d'homologuer les résultats de ces compétitions ;
- d'homologuer les records nationaux dont elle a la charge et tenir leurs listes à jour ;
- d'appuyer de son autorité les Officiels Techniques dans tous les cas nécessaires.

En raison de la multiplicité de ses tâches, la CSO peut définir son organisation interne et créer des groupes de travail chargés de certaines de ses attributions.

La CSO se réunit à l'automne en séance plénière, avec une participation élargie à d'autres personnes dont la liste est fixée par le Bureau Fédéral sur proposition du Président de la CSO. Par dérogation, une réunion plénière peut se dérouler au printemps si les circonstances le justifient.

#### **64.2 Commission Nationale de Marche (CNM)**

La CNM a des attributions identiques à celles de la CSO dans les domaines de la Marche athlétique et de la Marche nordique en compétition. Elle est chargée :

- d'élaborer les règlements des Championnats de France et des autres épreuves nationales et de les soumettre au Bureau Fédéral pour validation, selon les orientations adoptées par le Comité Directeur ;
- de préparer et assurer l'organisation technique de ces compétitions ainsi que des rencontres et réunions internationales relevant de la compétence de la FFA, pour lesquelles elle communique à la COT la liste des postes d'officiels à pourvoir (sauf les postes de gestion Logica et Délégué technique en lien avec la CSO) et vérifie que tous les postes sont bien pourvus ;
- d'homologuer les records nationaux et tenir leurs listes à jour ;
- d'appuyer de son autorité les Officiels Techniques dans tous les cas nécessaires ;
- de travailler, en collaboration avec la DTN et la CNJ, au contenu des pratiques U16 ;
- de coopérer avec l'OFA pour définir les formations des officiels techniques et les modalités de déploiement.

#### **64.3 Commission Nationale du Running (CNR)**

La CNR a des attributions identiques à celles de la CSO pour ce qui concerne toutes les manifestations Running (Cross-country, Courses sur route, Courses en montagne et Courses de nature et Courses à obstacles). Elle est chargée :

- d'élaborer les règlements des Championnats de France et des autres épreuves nationales et de les soumettre au Bureau Fédéral pour étude avant transmission au Comité Directeur pour adoption ;
- de préparer et assurer l'organisation technique de ces compétitions ainsi que des rencontres et réunions internationales relevant de la compétence de la FFA, pour lesquelles elle nomme les jurys spécifiques de son ressort et homologue les résultats ;
- d'homologuer les records nationaux et tenir leurs listes à jour ;
- d'appuyer de son autorité les Officiels Techniques dans tous les cas nécessaires ;
- de travailler, en collaboration avec la DTN et la CNJ, au contenu des pratiques U16 ;
- de coopérer avec l'OFA pour définir les formations des officiels techniques et les modalités de leur déploiement.

La CNR se réunit une fois par an en réunion Nationale avec les Présidents des CRR, et lors des Assises du Running (avec les membres de la CNR, de la DTN, et les Présidents des CRR et CDR).

#### **64.4 Commission Nationale du Sport Entreprise (CNSE)**

La CNSE est chargée :

- d'appliquer les règles spécifiques à ce secteur définies par les Règlements Généraux ;
- d'organiser les Championnats de France Entreprise et des compétitions réservées aux personnes éligibles aux « compétitions Entreprise », en respectant les règles définies par la CSO, la CNM ou la CNR selon le cas, et pour lesquelles elle communique à la COT la liste des postes d'officiels à pourvoir et vérifie que tous les postes sont bien pourvus ;
- de proposer toute action favorisant la pratique loisir et compétitive en entreprise et la prise de Licence Athlé Entreprise en lien avec la CNAFS, la CNDC et la CNR ;

#### **64.5 Commission Nationale des Jeunes (CNJ)**

La CNJ est chargée :

- de suivre toutes les questions concernant l'Athlétisme des Jeunes (U16) avec un rôle de réflexion, d'observation et d'évaluation ;
- d'étudier toutes les mesures propres à améliorer et à développer la pratique sportive des Jeunes catégories dans les Clubs. La CNJ peut, à cet effet, constituer deux groupes de travail (U12 et U16) ;
- de proposer toute démarche permettant de renforcer l'engagement des Jeunes dans les instances (jeunes juges, jeunes dirigeants...) et le respect de l'éthique et de la déontologie de l'activité dans une volonté prioritairement éducative ;
- d'élaborer les règlements des compétitions nationales de la catégorie U16 Minimes et de les soumettre au Bureau Fédéral pour validation, selon les orientations adoptées par le Comité Directeur ;
- de préparer et d'assurer l'organisation technique de ces compétitions, en s'assurant la collaboration de la CSO, de la CNM ou de la COT, selon le cas, et pour lesquelles elle communique à la COT la liste des postes d'officiels à pourvoir (sauf les postes de gestion Logica et Délégué Technique pour lesquels elle effectue les nominations en lien avec la CSO) et vérifie que tous les postes sont bien pourvus ;
- d'homologuer les résultats de ces compétitions ;
- d'homologuer les records de France U16 Minimes et tenir leurs listes à jour ;
- de proposer et de mettre en place les réglementations spécifiques concernant les U12 et les U16 ainsi que des épreuves et animations des catégories U12 Poussins, U10 Eveil Athlétique et U7 Baby Athlé en collaboration avec la DTN ;
- d'appuyer de son autorité les Officiels Techniques dans tous les cas nécessaires ;
- de coopérer avec l'OFA pour définir les formations des Jeunes Juges et les modalités de leur déploiement ;
- d'étudier, avec les Fédérations scolaires, toutes les mesures propres à améliorer la découverte et la pratique de l'Athlétisme par ces catégories, à coordonner nos actions pour ces catégories, et d'assurer des passerelles d'équivalence avec le sport scolaire.

#### **64.6 Commission Nationale de l'Athlétisme Masters (CNAM)**

La CNAM est chargée :

- d'organiser, en respectant les règles définies conjointement avec les CSO, CNM, CNR ou COT, les compétitions réservées spécifiquement aux Masters et d'élaborer ses règles spécifiques et de les soumettre au Bureau Fédéral pour validation, selon les orientations adoptées par le Comité Directeur, et pour lesquelles elle communique à la COT la liste des postes d'officiels à pourvoir, et vérifie que tous les postes sont bien pourvus ;
- d'homologuer les résultats de ces compétitions ;
- d'homologuer les records de France et les meilleures performances nationales par tranche d'âge Masters et de tenir leurs listes à jour.

### **Article 65 – Commissions spécifiques**

#### **65.1 Commission Nationale du Développement des Clubs (CNDC)**

La CNDC est chargée en relation avec les Commissions Nationales concernées :

- d'analyser et de mesurer les actions conduites par les Commissions Nationales et les Clubs. La CNDC a un rôle de réflexion, d'observation et d'évaluation ;
- d'étudier toute approche relative à l'amélioration des conditions de développement des différentes formes de pratique de l'Athlétisme ;
- d'étudier toute question d'intérêt général ou conjoncturel concernant les Clubs ;
- de proposer toute démarche, via les structures déconcentrées de la FFA, permettant l'engagement des Clubs dans des initiatives de projets à moyen et long terme ;
- de la labellisation de clubs et d'en définir les modalités dans une démarche de développement des activités et d'incitation à la structuration des Clubs.

#### **65.2 Commission Nationale des Athlètes (CNA)**

La CNA est chargée :

- de suivre toutes les questions relatives aux conditions de préparation des échéances internationales et des mesures portant sur l'environnement des athlètes de Haut niveau ;
- d'émettre des propositions sur toutes questions relatives à la structuration des sportifs de Haut niveau (à l'exception des situations personnelles).

#### **65.3 Commission Nationale des Entraîneurs (CNE)**

La CNE est chargée :

- de traiter toutes les questions relatives à l'exercice des fonctions liées à l'entraînement des athlètes, quels que soient le niveau ou les formes de pratique ;
- de traiter toutes les questions relatives au rôle et au statut des Entraîneurs au sein des Structures et des Clubs ;
- de coopérer avec l'OFA pour définir les formations des Entraîneurs et les modalités de leur déploiement ;
- de mener des travaux favorisant la professionnalisation de la fonction d'Entraîneur, en lien notamment avec la CAP et l'OFA.

#### **65.4 Commission des Agents Sportifs (CAS)**

La CAS est chargée :

- d'organiser les examens relatifs à l'obtention de la licence d'agent sportif ;
- de veiller à ce que l'examen permette :
  - d'évaluer l'aptitude du candidat à exercer l'activité d'agent sportif en s'assurant qu'il possède les connaissances utiles à l'exercice de l'activité, notamment en matière sociale, fiscale, contractuelle et dans les domaines des assurances ;
  - de vérifier sa connaissance de la législation et de la réglementation applicables aux activités physiques et sportives et des règlements fédéraux nationaux et internationaux dans la discipline ;
  - de se constituer en jury d'examen pour le choix des sujets et la correction des épreuves ;
  - de délibérer sur les notes obtenues par chaque candidat ;
  - d'adresser au Bureau Fédéral la liste des personnes reçues par ordre alphabétique ;
  - d'assurer le suivi des contrats et mandats accomplis par les agents sportifs titulaires de la licence, conformément à l'article R.222-32 du Code du Sport.

#### **65.5 Commission Nationale de l'Athlétisme Forme & Santé (CNAFS)**

La CNAFS est chargée :

- de contribuer à l'élaboration de la stratégie fédérale relative à l'Athlétisme Forme & Santé ;
- d'étudier toute approche relative à l'amélioration des conditions de développement des différentes pratiques de l'Athlétisme Forme & Santé.

#### **65.6 Commission Outre-mer (COM)**

La COM réunit, notamment à l'occasion du Congrès Fédéral, les représentants des Ligues d'Outre-mer pour l'étude de toutes questions les intéressant particulièrement.

### **65.7 Commission de l'Athlétisme Féminin (CAF)**

La CAF est chargée de :

- Suivre toutes les questions concernant l'Athlétisme Féminin avec un rôle de réflexion, d'observation et d'évaluation.
- Étudier toutes les mesures propres à améliorer et à développer la pratique sportive féminine dans les Clubs.
- Proposer toute démarche permettant de renforcer l'engagement des femmes dans les instances dirigeantes.
- Lancer des initiatives de projets pour développer l'Athlétisme Féminin.

### **65.8 Commission des Equipements Sportifs (CES)**

La CES est chargée de :

- former et mettre en place un réseau de correspondants régionaux compétents ;
- recenser et classer les lieux de pratiques de l'athlétisme sur le territoire national et d'en tenir informé le Bureau Fédéral ;
- tenir à jour et faire évoluer l'inventaire des lieux de pratiques à l'aide du fichier SI-FFA ;
- suivre la réalisation des projets de création, de réhabilitation ou de rénovation des installations en lien avec les correspondants régionaux ;
- conseiller et renseigner les institutions dans le cadre des projets de création, de réhabilitation ou de rénovation des installations sportives destinées à l'athlétisme ;
- maintenir à jour la « Réglementation des installations et matériels d'Athlétisme » en accord avec les règlements de World Athletics et de la FFA ;
- donner un avis au Bureau Fédéral sur l'état des installations permettant d'accueillir les compétitions nationales dans des conditions techniques et sécuritaires optimales ;
- mettre en place une évaluation périodique des installations utilisées en compétition quant à leur état, leur degré de maintenance et leur conformité au règlement fédéral ;
- instaurer des procédures d'échanges constructifs sur les équipements, entre l'entité propriétaire, le(s) club(s) utilisateur(s) et la Fédération, les Ligues et les Comités Départementaux ;
- apporter une aide administrative au Président de la FFA dans l'élaboration de la partie technique des dossiers de demande de subvention CNDS ;
- élaborer des modèles d'installations de proximité destinées à l'entraînement, et à l'enseignement de l'athlétisme ;
- représenter la FFA auprès de FEDAIRSPORT (Fédération des acteurs des équipements sports et de loisirs) ;
- participer aux commissions de normalisation de l'AFNOR en ce qui concerne les équipements d'athlétisme.

### **65.9 Commission de l'Athlétisme Professionnel (CAP)**

La CAP est composée de :

- 4 personnalités qualifiées athlétisme ;
- 4 personnalités qualifiées « entreprises » ;
- 2 représentants des « clubs PRO » ;
- 1 représentant des organisateurs de meetings ;
- 1 représentant des Athlètes ;
- 1 représentant des Entraîneurs.

La CAP a pour missions de :

- gérer le statut des athlètes « PRO A » et « PRO B » existants ;
- développer le statut « Aspirant professionnel » ;
- développer le statut « athlète PRO Collectif relais » ;
- développer le statut du club professionnel ;
- développer le statut d'entraîneur professionnel ;

- gérer et développer un circuit de meetings ;
- développer la formation des athlètes professionnels ;
- promouvoir l'activité professionnelle dans tous ses aspects (marketing, commercial, économique) ;
- définir les critères, en collaboration avec la DTN, permettant de devenir athlète « PRO A », « PRO B », « Aspirant professionnel », « Collectif relais ».

## **Article 66 – Comités**

### **66.1 Comité de Sélection des Equipes de France (CSEF)**

LE CSEF est chargé de :

- définir et adopter les modalités de sélection des athlètes pour toutes les participations des équipes de France aux compétitions internationales ;
- procéder à la sélection des athlètes pour toutes les participations des équipes de France aux compétitions internationales.

### **66.2 Comité de Prévention Dopage (CPD)**

Le CDP est chargé de :

- mettre en place des actions d'information et de sensibilisation, auprès des structures déconcentrées de la FFA et des Clubs. Ces actions concernent toutes les populations de l'Athlétisme Français (athlètes, dirigeants, entraîneurs, officiels, ...) ;
- s'assurer que les athlètes de haut-niveau connaissent les règles spécifiques les concernant (localisation) ;
- développer un réseau auprès des structures déconcentrées fédérales ;
- développer des outils de communication pour mieux faire connaître les enjeux de la lutte anti dopage de la FFA ;
- coopérer avec l'OFA pour définir les formations des officiels techniques et les modalités de leur déploiement.

### **66.3 Comité d'Éthique et de Déontologie (CED)**

Le CED est chargé de :

- rédiger les principes, les règles communes, les référents partagés qui forment la base des évaluations et qui constituent la Charte d'Éthique et de Déontologie de l'Athlétisme Français. Cette charte pourra se décliner au niveau des principales populations (athlètes, dirigeants, entraîneurs, officiels, ...) de l'Athlétisme français ;
- faire connaître, diffuser et promouvoir la Charte d'Éthique et de Déontologie, en lien avec les services fédéraux. Le CED peut être amené à intervenir dans des réunions et autres organisations internes de la FFA (Comité Directeur, Assemblée Générale, séminaires, stages, compétitions...) ;
- engager des poursuites disciplinaires devant l'organe disciplinaire de première instance de la FFA pour tout fait contraire à l'éthique et la déontologie dont il aurait connaissance ;
- définir, en lien avec l'OFA, le contenu de la partie consacrée à l'éthique et à la déontologie dans les formations dispensées aux diverses populations de l'Athlétisme Français ;
- être en mesure de représenter la Fédération, sur demande du Président de la FFA, dans des instances liées à l'éthique.

Le CED dispose d'un pouvoir d'appréciation indépendant. Il a un rôle de prévention et de conciliation, de médiation, et d'accompagnement et de suivi d'application des sanctions disciplinaires (TIG...).

Il peut également être saisi par le Président et le Secrétariat Général de la FFA.

## **Article 67 – Groupes de Travail**

- 67.1** Le Comité Directeur peut décider de la création de Groupes de Travail, y compris au sein des Commissions ou Comités, dont il fixe les attributions, la durée et la composition dans des lettres de missions établies à cet effet.



## **TITRE VIII : ORGANISME DE FORMATION**

### **Article 71 – Organisme de Formation de l’Athlétisme (OFA)**

- 71.1** L’OFA met en œuvre la politique de la fédération en matière de formation. Il est enregistré sous le numéro «11752974375 » auprès de la Direction Régionale du Travail, de l’Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 27 mars 1998.
- 71.2** L’Organisme de Formation couvre l’ensemble des besoins en formation à destination des personnels salariés ou des bénévoles, en formation initiale ou en formation continue, et gère l’ensemble des domaines de formations (dirigeants, entraîneurs, officiels, organisateurs) ainsi que la formation des cadres techniques d’État et du personnel fédéral.
- 71.3** L’Organisme de Formation est administré par un Comité de coordination, présidé par le Président de la Fédération ou son représentant, et comprenant 9 autres membres issus de 3 collèges :
- 3 membres dirigeants fédéraux désignés par le Président de la Fédération ;
  - 3 membres de la Direction générale désignés par le Directeur général de la Fédération ;
  - 3 membres de la Direction technique nationale désignés par le Directeur Technique National.
- 71.4** L’Organisme de Formation se compose de deux unités :
- une unité de gestion et développement ;
  - une unité pédagogique.
- 71.5** Les attributions et composantes de chacune de ces unités sont définies par le Comité de coordination et inscrites dans le règlement intérieur de l’OFA. Elles sont soumises à la validation du Bureau Fédéral.
- 71.6** Le Comité de coordination :
- élabore une stratégie de formation dans le cadre du budget fédéral ;
  - élabore une proposition de budget relatif aux actions de formation ;
  - propose les textes réglementaires des formations et des qualifications à la validation du Bureau Fédéral ;
  - coordonne l’ensemble des formations initiales ou continues et le calendrier annuel des formations ;
  - valide les diplômes à l’issue des formations et présente un bilan annuel au Bureau Fédéral.

## **TITRE IX : STRUCTURES DECONCENTREES**

### **Article 81 – Dispositions générales**

- 81.1** L’Assemblée Générale de la FFA décide de la création, de la modification ou de la suppression des Ligues et des Comités chargés de représenter la FFA dans leur ressort territorial respectif.
- 81.2** Les Ligues et les Comités doivent être constitués sous la forme d’Associations régies par la loi de 1901 ou inscrites selon la loi locale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.
- Leurs statuts doivent être compatibles avec ceux de la FFA. Ils sont, en projet, soumis à la FFA, avant d’être présentés aux fins d’adoption à l’Assemblée Générale de la Ligue ou du Comité.
- 81.3** Leurs statuts doivent stipuler que :
- l’Assemblée Générale se compose de représentants des Clubs de leur territoire affiliés à la FFA ;
  - les représentants des Clubs disposent à l’Assemblée Générale d’un nombre de voix égal au nombre de licences délivrées au titre de leur Club ;
  - l’administration est assurée par un Comité Directeur constitué selon les textes en vigueur ;
  - tout règlement susceptible d’être adopté ou modifié par les Ligues et les Comités ainsi que tout projet de modification de leurs statuts, sont soumis, avant adoption, à la CSR de la FFA qui peut exiger qu’il soit procédé à des modifications lorsque les mesures envisagées ne sont pas compatibles avec les Statuts et Règlements de la Fédération ou avec l’intérêt général dont la Fédération a la charge. Le silence gardé pendant deux mois suivant la transmission du projet vaut

approbation. En cas d'opposition motivée de la CSR de la FFA sur tout ou partie du projet présenté, celui-ci ne pourra être soumis à l'approbation des instances compétentes des Ligues et des Comités concernés qu'après prise en compte des modifications demandées par la CSR de la FFA, faute de quoi le projet en cause ne pourra entrer en vigueur. Dès que leur instance compétente aura approuvé le projet, les Ligues et Comités concernés adresseront sans délai au Secrétariat Général de la FFA le texte adopté. En l'absence d'opposition du Bureau Fédéral de la FFA dans le délai de deux mois, les modifications seront réputées approuvées et pourront entrer en vigueur ;

- en raison de leur statut d'organismes déconcentrés et conformément à l'article L. 131-11 du code du sport, la Fédération contrôle l'exécution des missions des Ligues et des Comités et a notamment accès aux documents relatifs à leur gestion et à leur comptabilité ;
- les Ligues et Comités permettent à la FFA de procéder, sur place ou sur pièces, à tout contrôle visant à s'assurer du respect par eux de leurs propres statuts et règlements ou de toute obligation découlant des Statuts et Règlements fédéraux ;
- en cas :
  - de défaillance d'une Ligue ou d'un Comité mettant en péril l'exercice des missions qui lui ont été confiées par la FFA,
  - ou s'il est constaté une impossibilité de fonctionnement persistante ou une action gravement dommageable aux intérêts de la Fédération ou un manquement grave aux règles financières ou juridiques,
  - ou en cas de méconnaissance par une Ligue ou un Comité de ses propres statuts,
  - ou plus généralement au titre de l'intérêt général dont la FFA a la charge,

le Comité Directeur de la FFA peut prendre toute mesure utile, et notamment :

- la convocation d'une Assemblée Générale de la Ligue ou du Comité,
- la suspension ou l'annulation de toute décision prise par la Ligue ou le Comité,
- la suspension pour une durée déterminée des activités de la Ligue ou du Comité,
- la suspension de tout ou partie des actions et aides fédérales, notamment financières, en faveur de la Ligue ou du Comité,
- ou la mise sous tutelle, notamment financière, de la Ligue ou du Comité.

## **LIGUES REGIONALES**

### **Article 91 – Dispositions générales**

Conformément à ses Statuts, la FFA peut constituer, modifier ou supprimer des Ligues.

**91.1** Les Ligues regroupent les Clubs d'un même territoire, selon les modalités prévues à l'article 4.1 des Statuts. Elles appliquent, dans leur ressort territorial, en tenant compte de la spécificité territoriale et en coordination avec les Comités départementaux présents sur leur territoire, la politique et la réglementation de la FFA.

Elles rendent compte de leurs actions à la FFA.

**91.2** Dans la limite des Statuts, des différents Règlements de la FFA et des pouvoirs qui leur sont délégués par elle, les Ligues jouissent de l'autonomie sportive, financière et administrative. Avant le début de chaque saison, elles établissent un calendrier qui tient compte du calendrier fédéral et le font parvenir à la FFA pour la saison sportive.

Les Statuts et éventuellement le Règlement Intérieur des Ligues doivent être compatibles avec les Statuts de la FFA et conformes au présent Règlement Intérieur. Des Statuts-types, établis par la FFA, devront être adoptés. Ils pourront être complétés, sur certains aspects laissés à leurs soins, et devront être soumis à l'approbation de la CSR de la FFA avant adoption par l'Assemblée Générale de la Ligue concernée.

**91.3** Les décisions de leurs compétences sont immédiatement exécutoires, sauf appel.

**91.4** Jusqu'à l'éventuelle reconnaissance par l'Assemblée Générale de la FFA de Ligues dans les Collectivités Territoriales, les Clubs de leurs territoires peuvent demander leur affiliation sous forme de rattachement direct à la FFA.

**91.5** Les Clubs, situés sur le territoire d'une Ligue dont l'Assemblée Générale de la FFA aurait décidé de la suppression, ont la même possibilité.

## **Article 92 – Assemblée Générale**

**92.1** L'Assemblée Générale se compose des représentants des Clubs affiliés, en règle avec la FFA, la Ligue et le Comité dont ils relèvent, qui ont seuls le droit de vote.

Ont accès à l'Assemblée Générale et peuvent participer aux débats :

- les Présidents de Comités s'ils ne sont ni membres du Comité Directeur, ni représentants de Clubs ;
- les membres du Comité Directeur de la Ligue ;
- les Présidents des Commissions Régionales s'ils ne sont pas représentants de Club et/ou membres du Comité Directeur de la Ligue ;
- les membres d'honneur.

**92.2** Les Clubs sont représentés par leur Président ou Secrétaire licenciés à la date de l'Assemblée Générale. A défaut, la personne chargée de représenter le Club à l'Assemblée Générale de sa Ligue doit être licenciée au titre de ce club à la date de celle-là, et être en possession d'un pouvoir à en-tête du Club, daté et signé du Président ou du Secrétaire.

**92.3** Le vote par correspondance n'est pas admis.

**92.4** Le vote par procuration est autorisé ; toutefois, le mandataire d'un Club ne peut recevoir procuration que d'un seul Club de sa Ligue ; étant entendu qu'un mandataire ne peut être titulaire de plus de deux mandats.

**92.5** L'Assemblée Générale annuelle d'une Ligue doit se tenir au plus tard trois semaines avant la date de l'Assemblée Générale de la FFA.

**92.6** A l'issue de son Assemblée Générale, chaque Ligue doit adresser à la FFA :

- dans un délai de 48 heures, le nom des Délégués de ses Clubs à l'Assemblée Générale de la FFA et le nombre de voix obtenu par chacun d'eux ;
- dans un délai de quinze jours :
  - le rapport de gestion administrative et sportive ;
  - les comptes de l'exercice clos (bilan et compte de résultat) ;
  - le budget prévisionnel ;
  - les noms, professions et coordonnées des Membres du Comité Directeur ;
  - la composition du Bureau ;
  - le nom et les coordonnées du correspondant.

## **Article 93 – Élection des Délégués des Clubs à l'Assemblée Générale Fédérale**

**93.1** Lors de l'Assemblée Générale de la Ligue précédant l'Assemblée Générale élective de la FFA, sont élus, parmi les licenciés de la Ligue âgés d'au moins 18 ans, les Délégués de Clubs appelés à représenter les Clubs de la Ligue à l'Assemblée Générale FFA selon les modalités suivantes :

- le nombre de Délégués de Clubs titulaires découle du nombre de licenciés de la Ligue au 31 août précédant cette Assemblée Générale ;
- le nombre maximum de Délégués de Clubs suppléants est égal au nombre de Délégués de Clubs titulaires.

**93.2** Un même Club ne peut compter parmi ses licenciés plusieurs Délégués de Clubs. Ainsi, un Club ne pourra présenter qu'un seul de ses adhérents comme candidat. Les Clubs devront déclarer leur candidat auprès de la Ligue avant l'ouverture de l'Assemblée Générale ; si le nombre de candidats recensés est inférieur au nombre de postes à pourvoir, l'Assemblée Générale pourra admettre des candidatures en séance dans le respect de la présente disposition.

**93.3** La désignation des Délégués de Clubs se fait par un vote à bulletin secret à un seul tour, les postes étant attribués, selon l'ordre décroissant des suffrages obtenus (et éventuellement au plus jeune en cas d'égalité), aux Délégués de Clubs titulaires puis aux Délégués de Clubs suppléants.

**93.4** En cas d'absence, lors de l'Assemblée Générale de la FFA, d'un des Délégués de Clubs titulaires, tous les Délégués de Clubs avancent d'une place dans l'ordre résultant de l'élection.

**93.5** Les Délégués de Clubs sont élus pour la durée de l'olympiade. Leur mandat est incompatible avec celui de membre du Comité Directeur de la FFA. Lors des Assemblées Générales de la FFA, ils prennent part aux différents votes qui leur sont soumis et peuvent émettre des observations relatives à la mise en œuvre de la politique fédérale et à la gestion de la FFA, dans les conditions énoncées au présent règlement.

Les Délégués de Clubs élus devront, durant la durée de leur mandat, renouveler leur licence chaque année avant le 31 octobre. A défaut, ils seront considérés comme démissionnaires et le poste sera laissé vacant.

**93.6** En cas de vacance de poste d'un Délégué de Club au cours de l'Olympiade, il est pourvu, selon les modalités définies au présent règlement, au remplacement de celui-ci lors de la première Assemblée Générale de la Ligue suivant la constatation de la vacance.

**93.7** Dans l'hypothèse où un Délégué de Club muterait dans un autre Club après son élection, son mandat serait révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- le Délégué de Club mute dans un Club dans lequel un Délégué de Club est déjà licencié ;
- le Délégué de Club mute dans un Club d'une autre Ligue.

## **Article 94 – Comité Directeur**

**94.1** Les pouvoirs de direction au sein des Ligues sont exercés par un Comité Directeur.

**94.2** Le nombre des membres du Comité Directeur de la Ligue, exception faite des Ligues d'Outre-Mer, est au minimum de 18 membres élus, le nombre maximum devant être déterminé par les Statuts de chaque Ligue. Le nombre des membres des Comités Directeurs des Ligues d'Outre-Mer est au minimum de 12 membres élus, le nombre maximum devant être déterminé par les Statuts de chaque Ligue. Les membres sortants sont rééligibles

**94.3** Les membres du Comité Directeur sont élus par l'Assemblée Générale pour une durée de quatre ans.

**94.4** Est éligible au Comité Directeur de la Ligue, toute personne licenciée à la FFA au sein d'un Club de la Ligue.

**94.5** Le Comité Directeur de la Ligue comprend obligatoirement et au minimum :

- un médecin ;
- une représentation des deux sexes dans un pourcentage minimum de 25 % des sièges à pourvoir. Le nombre de sièges ainsi obtenus sera arrondi à l'entier supérieur.

**94.6** Dans les Ligues ayant opté pour une élection de leur Comité Directeur au scrutin de liste proportionnel à un tour, chaque liste doit impérativement, pour être recevable, être composée d'un nombre de noms égal au nombre de sièges à pourvoir, classés et numérotés dans un ordre croissant correspondant à l'ordre dans lequel les candidats se verront attribuer en priorité des sièges :

- dont au moins un médecin, dûment identifié, qui devra être positionné dans la première moitié des places de la liste ;
- dont une représentation des femmes et des hommes en fonction du nombre de sièges minimum à pourvoir par chacun des sexes. Les 60% des noms placés en tête de liste devront appartenir à au moins 25% de candidats masculins, arrondi à l'entier supérieur, et au moins 25% de candidates féminines, arrondi à l'entier supérieur. La composition sera libre pour le reste de la liste.

La liste complète devra être déposée au siège de la Ligue par la personne tête de liste ou par une personne titulaire d'une licence en cours de validité qu'elle aura spécialement mandatée par écrit, au plus tôt 35 jours et au plus tard 21 jours avant la date de l'Assemblée Générale électorale de la Ligue, et être accompagnée d'un formulaire d'émargement dûment complété. La personne tête de liste sera l'interlocutrice exclusive de la liste vis-à-vis de la Ligue durant tout le processus électoral.

Chaque candidat présent sur la liste devra obligatoirement être licencié à la date limite de dépôt des listes. A défaut, le dépôt de la liste sera considéré comme nul.

A peine de nullité des listes concernées :

- nul ne peut être candidat sur plusieurs listes ;
- nul ne peut changer de liste à l'issue du dépôt d'une liste.

Dans l'hypothèse où une liste deviendrait incomplète, pour quelque raison que ce soit, entre la date de dépôt et la date de l'Assemblée Générale de la Ligue, la liste devra, pour demeurer valide, être complétée avant la date limite de dépôt des listes.

Les listes ne devront pas comporter de suppléants.

**94.7** L'élection du Comité Directeur, dans les Ligues ayant opté pour un scrutin de liste proportionnel à un tour, se déroule dans les conditions suivantes :

Les électeurs votent pour la liste de leur choix sans rature ni surcharge, sans rayer de noms et sans pouvoir opérer de panachage entre les listes ni en modifier l'ordre de présentation.

Si la liste ayant obtenu la majorité des suffrages valablement exprimés obtient un pourcentage des suffrages :

- inférieur ou égal à 60%, il lui est attribué, quel que soit le score obtenu, 60% des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur ;
- supérieur à 60%, il lui est attribué un nombre de sièges en proportion exacte du nombre de suffrages obtenus, arrondi à l'entier supérieur.

En cas d'égalité des suffrages entre plusieurs listes arrivées en tête, la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la moins élevée, se verra attribuer 60% des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur.

Après attribution des sièges à la liste arrivée en tête selon les modalités visées ci-dessus, la répartition des sièges restants entre l'ensemble des autres listes ayant obtenu au moins 10% des suffrages valablement exprimés est effectuée à la proportionnelle calculée à partir de leur quotient électoral (rapport entre le nombre total de suffrages exprimés sur les listes restantes ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés et le nombre de sièges restants à pourvoir).

Le nombre de sièges à attribuer à chacune de ces listes restantes se calcule en divisant le nombre de suffrages obtenus par chacune de ces listes par le quotient électoral susvisé. Seule la partie entière du résultat est prise en compte.

Q étant le quotient électoral, SE étant le nombre total de suffrages exprimés sur les listes restantes participant à la répartition des sièges, N étant le nombre de sièges restant à pourvoir.

La formule de calcul est  $Q = SE/N$ .

Si, à l'issue de cette répartition à la proportionnelle, il reste un siège à pourvoir, celui-ci est attribué selon la règle de la plus forte moyenne obtenue par les listes.

Le calcul de la plus forte moyenne s'effectue ainsi : nombre de suffrages obtenus par une liste divisé par le nombre de sièges obtenus par cette même liste à la proportionnelle.

Si plusieurs listes ont la même moyenne, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au moins âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Dans l'hypothèse où, à l'exception de la liste arrivée en tête, aucune liste n'a obtenu au moins 10% des suffrages valablement exprimés, la totalité des sièges est attribuée à la liste arrivée en tête.

Dans l'hypothèse où aucune liste, y compris celle arrivée en tête, n'a obtenu au moins 10% des suffrages valablement exprimés, les élections sont annulées et il est organisé sans délai un nouveau processus électoral, le Bureau exécutif et le Président de la Ligue en place étant chargés d'expédier les affaires courantes et d'organiser lesdites élections si cela est nécessaire.

Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

**94.8** Dans les Ligues ayant opté pour une élection de leur Comité Directeur au scrutin uninominal majoritaire à un tour, les candidatures sont établies uniquement par écrit sur papier libre.

**94.9** Dans les Ligues ayant opté pour un scrutin plurinominal majoritaire à un tour, l'élection du Comité Directeur se déroule dans les conditions suivantes :

- les candidats sont classés selon le nombre décroissant des voix qu'ils ont obtenu ;
- le poste obligatoire de médecin est attribué au candidat éligible à ce poste ayant recueilli le plus de voix ;
- 25% des sièges à pourvoir sont attribués aux candidats masculins ayant recueilli le plus de voix ;

- 25% des sièges à pourvoir sont attribuées aux candidates féminines ayant recueilli le plus de voix ;
- les autres postes du Comité Directeur sont alors complétés par les candidats ayant recueilli le plus de voix ;
- les postes obligatoires non pourvus en raison de l'absence de candidats restent vacants.

**94.10** Les Présidents, ou leur représentant, de chacun des Comités départementaux dont le ressort territorial se situe dans celui de la Ligue sont membres de droit du Comité Directeur de la Ligue.

Ils participent, avec voix consultative, aux réunions du Comité Directeur.

Les Conseillers Techniques Sportifs (CTS) peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Comité Directeur de la Ligue.

**94.11** Les membres du Comité Directeur doivent être titulaires d'une Licence valide pour la saison en cours et ce au plus tard à la date de la première réunion suivant le début de la période de délivrance de Licence A défaut de remplir cette obligation et sauf cas de force majeure, la personne perdra automatiquement la qualité de membre du Comité Directeur. Le poste sera vacant et pourra être pourvu lors de l'Assemblée Générale suivante.

**94.12** En cas de vacance de poste (à l'exception du poste de Président) dans les Ligues ayant opté pour une élection au scrutin de liste proportionnel à un tour, les modalités de remplacement des sièges vacants au sein du Comité Directeur de la Ligue sont identiques à celles prévues au niveau fédéral.

Dans les Ligues ayant opté pour un scrutin uninominal majoritaire à un tour, les postes vacants au sein du Comité Directeur de la Ligue sont pourvus lors de la prochaine Assemblée Générale de la Ligue selon les mêmes modalités que lors de l'élection initiale.

### **Article 95 – Révocation du Comité Directeur**

**95.1** L'Assemblée Générale de la Ligue peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- l'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers au moins des Clubs remplissant les conditions définies ci-dessus, représentant le tiers au moins des voix ;
- les deux tiers au moins des Clubs de la Ligue doivent être présents ou représentés ;
- la révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

**95.2** Les Statuts ou éventuellement le Règlement Intérieur de la Ligue précisent les modalités de fonctionnement de la Ligue jusqu'à l'élection d'un nouveau Comité Directeur.

### **Article 96 – Bureau exécutif de la Ligue**

**96.1** Dans les Ligues ayant opté pour une élection de leur Comité Directeur au scrutin de liste proportionnel à un tour, la personne placée en première position sur la liste arrivée en tête lors du scrutin pour l'élection du Comité Directeur est de ce fait élue Président de la Ligue pour une durée identique à celle du Comité Directeur.

**96.2** Dans les Ligues ayant opté pour une élection du Comité Directeur au scrutin uninominal majoritaire à un tour, l'élection du Président se déroule dans les conditions suivantes :

- le Comité Directeur nouvellement élu se réunit aussitôt sous la présidence du doyen d'âge pour proposer à l'Assemblée Générale la candidature de l'un de ses membres au poste de Président ;
- si le candidat proposé ne recueille pas la majorité absolue des suffrages exprimés, le Comité Directeur se réunit à nouveau pour proposer un candidat et la même procédure se renouvelle le cas échéant, jusqu'à ce que le candidat présenté ait obtenu la majorité requise ; un candidat ne peut pas être proposé plus de deux fois au cours d'une même Assemblée Générale.

**96.3** Le Bureau exécutif de la Ligue, dont le mandat prend fin avec celui du Comité Directeur, comprend au minimum un Président, un Vice-Président, un Secrétaire Général, un Trésorier Général et deux membres.

**96.4** En cas de vacance du poste de Président pour quelque cause que ce soit, le Comité Directeur procède à l'élection au scrutin secret, du membre du Bureau exécutif qui est chargé d'exercer provisoirement les fonctions présidentielles. Dès sa première réunion suivant la vacance et après avoir, le cas échéant, complété le Comité Directeur, l'Assemblée Générale élit un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

## **Article 97 – Commissions Régionales**

**97.1** Dans chaque Ligue, les Commissions Régionales suivantes sont obligatoires :

- Commission Formation Régionale (CF Régionale) ;
- Commission des Officiels Techniques Régionale (COT Régionale) ;
- Commission Médicale Régionale (CoMed Régionale) ;
- Commission des Statuts et Règlements (CSR Régionale) ;
- Commission Sportive et d'Organisation (CSO Régionale) ;
- Commission Régionale de Marche (CRM) ;
- Commission Régionale du Running (CRR) ;
- Commission Régionale des Jeunes (CRJ) ;
- Commission Régionale de l'Athlétisme Masters (CRAM) ;
- Commission Régionale de l'Athlétisme Forme & Santé (CRAFS) ;
- Commission Régionale des Equipements Sportifs (CRES).

Sauf exception, ces Commissions Régionales ont les mêmes prérogatives au niveau régional que leurs homologues fédérales respectives.

D'autres Commissions Régionales peuvent être instituées par les Ligues.

**97.2** Le Comité Directeur de la Ligue désigne, pour quatre ans, les Présidents et les membres des Commissions Régionales à l'exception de la CRR.

**97.3** La CRR est composée de membres de droit (le Président de la Ligue et les Présidents de chaque Commission Départementale du Running) et de membres consultatifs (le Président de la CSO Régionale, un représentant des Entraîneurs Running et un représentant des Officiels Running).

**97.4** La CRF est une antenne déconcentrée de l'Organisme de Formation de l'Athlétisme (OFA) qui met en œuvre les directives et circulaires de l'OFA. Son président est le Président de la Ligue ou son représentant qu'il désigne.

## **Article 98 – Ressources des Ligues régionales**

**98.1** Les ressources des Ligues se composent :

- de la cotisation régionale des Clubs de leur territoire, proposée par le Comité Directeur à l'Assemblée Générale pour une adoption avant le 15 juin ;
- de la part régionale du produit des mutations ;
- des recettes de toute nature provenant des manifestations qu'elles organisent et notamment des droits d'engagement ;
- des subventions de toute nature ;
- des pénalités pécuniaires décidées par le Comité Directeur et infligées aux Clubs ;
- du produit des rétributions perçues pour services rendus ;
- des donations ;
- des produits de partenariats privés ;
- de toute autre ressource autorisée par la loi.

### **COMITÉS DÉPARTEMENTAUX**

## **Article 101 – Dispositions générales**

Conformément à ses Statuts, la FFA peut constituer, modifier ou supprimer des Comités départementaux.

**101.1** Les Comités départementaux regroupent les Clubs d'un même Département. Ils appliquent, dans leur ressort territorial, en tenant compte de leur spécificité territoriale et en coordination avec la Ligue régionale, la politique et la réglementation de la FFA.

Ils rendent compte de leurs actions à la Ligue régionale et à la FFA.

**101.2** Dans la limite des Statuts, des différents Règlements de la FFA et des pouvoirs qui leur sont délégués par elle, les Comités jouissent de l'autonomie sportive, financière et administrative.

Au début de chaque saison, ils établissent un calendrier qui tient compte du calendrier fédéral et régional et le font parvenir à la Ligue pour la saison sportive.

Les Statuts et éventuellement le Règlement Intérieur des Comités doivent être compatibles avec les Statuts de la FFA et conformes au présent Règlement Intérieur. Des Statuts types, établis par la FFA, devront être adoptés. Ils pourront être complétés, sur certains aspects laissés à leurs soins, et devront être soumis à l'approbation de la CSR de la FFA avant adoption par l'Assemblée Générale du Comité départemental concerné.

**101.3** Les décisions de leur compétence sont immédiatement exécutoires, sauf appel.

**101.4** Les dispositions générales sont identiques à celles concernant les Ligues, étant entendu que leur champ d'action se limite au territoire du département et excepté pour les articles 91.4 et 91.5 du présent règlement.

## **Article 102 – Assemblée Générale**

**102.1** L'Assemblée Générale se compose des représentants des Clubs affiliés, en règle avec la FFA, la Ligue et le Comité dont ils relèvent, qui ont seuls le droit de vote.

Ont accès à l'Assemblée Générale et peuvent participer aux débats :

- les membres du Comité Directeur du Comité départemental ;
- les Présidents des Commissions Départementales s'ils ne sont pas représentants de Club et/ou membres du Comité Directeur du Comité départemental ;
- les membres d'Honneur.

**102.2** Les Clubs sont représentés par leur Président ou Secrétaire licenciés à la date de l'Assemblée Générale. A défaut, la personne chargée de représenter un Club à l'Assemblée Générale de son Comité doit être licenciée au titre d'un Club de ce Comité à la date de celle-là et être en possession d'un pouvoir à en-tête du Club, daté et signé du Président ou du Secrétaire.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le vote par procuration est autorisé ; toutefois, le mandataire d'un Club ne peut recevoir procuration que d'un seul autre Club du Comité départemental ; étant entendu qu'un mandataire ne peut être titulaire de plus de deux mandats.

**102.3** L'Assemblée Générale annuelle du Comité départemental doit se tenir avant l'Assemblée Générale de la Ligue.

**102.4** A l'issue de son Assemblée Générale, chaque Comité départemental doit adresser, dans un délai de quinze jours, à sa Ligue et à la FFA :

- le rapport de gestion administrative et sportive ;
- les comptes de l'exercice clos (bilan et compte de résultat) ;
- le budget prévisionnel ;
- les noms, professions et coordonnées des Membres du Comité Directeur ;
- la composition du Bureau ;
- le nom et les coordonnées du correspondant.

## **Article 103 – Comité Directeur**

**103.1** Les pouvoirs de direction au sein des Comités départementaux sont exercés par un Comité Directeur.

**103.2** Le nombre des membres de ce Comité Directeur est déterminé par les Statuts de chaque Comité départemental. Les membres sortants sont rééligibles.

**103.3** Les membres du Comité Directeur sont élus par l'Assemblée Générale, pour une durée de 4 ans, au scrutin plurinominal majoritaire à un tour.

**103.4** Est éligible au Comité Directeur du Comité départemental, toute personne licenciée à la FFA au sein d'un Club du Comité départemental.

**103.5** Les candidatures sont établies uniquement par écrit sur papier libre.

**103.6** Le Comité Directeur comprend obligatoirement et au minimum :

- un médecin ;



- une représentation des deux sexes dans un pourcentage respectif minimum de 25% des sièges à pourvoir. Le nombre de sièges ainsi obtenu sera arrondi au chiffre supérieur.

**103.7** L'élection du Comité Directeur se déroule au scrutin plurinominal majoritaire à un tour dans les conditions suivantes :

- les candidats sont classés selon le nombre décroissant des voix qu'ils ont obtenues ;
- le poste obligatoire de médecin est attribué au candidat éligible à ce poste ayant recueilli le plus de voix ;
- 25% des sièges à pourvoir sont attribués aux candidats masculins ayant recueilli le plus de voix ;
- 25% des sièges à pourvoir sont attribuées aux candidates féminines ayant recueilli le plus de voix ;
- les autres postes du Comité Directeur sont alors complétés par les candidats ayant recueilli le plus de voix ;
- les postes obligatoires non pourvus en raison de l'absence de candidats restent vacants.

**103.8** Les membres du Comité Directeur doivent être titulaires d'une Licence valide pour la saison en cours et ce au plus tard à la date de la première réunion suivant le début de la période de délivrance de Licence. A défaut de remplir cette obligation et sauf cas de force majeure, la personne perdra automatiquement la qualité de membre du Comité Directeur. Le poste sera vacant et pourra être pourvu lors de l'Assemblée Générale suivante.

### **Article 104 – Révocation du Comité Directeur**

**104.1** L'Assemblée Générale du Comité peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- l'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers au moins des Clubs remplissant les conditions définies aux articles ci-dessus, représentant le tiers au moins des voix ;
- les deux tiers au moins des Clubs du Comité doivent être présents ou représentés ;
- la révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

**104.2** Les Statuts ou éventuellement le Règlement Intérieur du Comité départemental précisent les modalités de fonctionnement du Comité départemental jusqu'à l'élection d'un nouveau Comité Directeur.

### **Article 105 – Bureau du Comité départemental**

**105.1** Dès l'élection du Comité Directeur, l'Assemblée Générale élit le Président du Comité Départemental.

L'élection du Président se déroule dans les conditions suivantes :

- le Comité Directeur nouvellement élu se réunit aussitôt sous la présidence du doyen d'âge pour proposer à l'Assemblée Générale la candidature de l'un de ses membres au poste de Président ;
- si le candidat proposé ne recueille pas la majorité absolue des suffrages exprimés, le Comité Directeur se réunit à nouveau pour proposer un candidat et la même procédure se renouvelle le cas échéant, jusqu'à ce que le candidat présenté ait obtenu la majorité requise ; un candidat ne peut pas être proposé plus de deux fois au cours d'une même Assemblée Générale.

**105.2** Le Bureau du Comité départemental (dont le mandat prend fin avec celui du Comité Directeur) comprend au minimum un Président, un Secrétaire Général et un Trésorier Général, choisis parmi les membres du Comité Directeur.

**105.3** En cas de vacance du poste de Président pour quelque cause que ce soit, le Comité Directeur procède à l'élection au scrutin secret, du membre du Bureau qui est chargé d'exercer provisoirement les fonctions présidentielles. Dès sa première réunion suivant la vacance et après avoir, le cas échéant, complété le Comité Directeur, l'Assemblée Générale élit un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

### **Article 106 – Commissions Départementales**

**106.1** Dans chaque Comité départemental, les Commissions Départementales suivantes sont obligatoires :

- Commission Sportive et d'Organisation (CSO Départementale) ;
- Commission Départementale du Running (CDR) ;
- Commission Départementale des Jeunes (CDJ) ;

Sauf exception, ces Commissions Départementales ont les mêmes prérogatives au niveau départemental que leurs homologues régionales et fédérales respectives.

**106.2** Le Comité Directeur du Comité départemental désigne, pour quatre ans, les Présidents et les membres des Commissions Départementales, à l'exception de la CDR.

**106.3** La CDR est composée de membres de droit : le Président du Comité départemental et un représentant de chaque organisateur des épreuves qui se sont déroulées l'année précédente. Seul le Président de la CDR est dans l'obligation d'être titulaire d'une Licence FFA.

### **Article 107 – Ressources des Comités départementaux**

**107.1** Les ressources des Comités départementaux se composent :

- de la cotisation départementale des Clubs de leur territoire, proposée par le Comité Directeur à l'Assemblée Générale pour une adoption avant le 15 juin ;
- des recettes de toute nature provenant des manifestations qu'ils organisent et notamment des droits d'engagement ;
- des subventions de toute nature ;
- des pénalités pécuniaires décidées par le Comité Directeur et infligées aux Clubs ;
- du produit des rétributions perçues pour services rendus ;
- des donations ;
- des produits de partenariats privés ;
- des éventuelles aides de la FFA ou de la Ligue ;
- de toute autre ressource autorisée par la loi.

## **COMITES TERRITORIAUX**

### **Article 111 – Dispositions générales**

Conformément à ses Statuts, la FFA peut constituer, modifier ou supprimer des Comités territoriaux.

**111.1** Les Comités territoriaux regroupent les Clubs d'une même Collectivité d'Outre-mer, selon les modalités prévues à l'article 4.1 des Statuts. Ils appliquent, dans leur ressort territorial, en tenant compte de la spécificité territoriale, la politique et la réglementation de la FFA.

Ils rendent compte de leurs actions à la FFA.

**111.2** Dans la limite des Statuts, des différents Règlements de la FFA et des pouvoirs qui leur sont délégués par elle, les Comités territoriaux jouissent de l'autonomie sportive, financière et administrative. Avant le début de chaque saison, ils établissent un calendrier qui tient compte du calendrier fédéral, et le font parvenir à la FFA pour la saison sportive.

Les Statuts et éventuellement le Règlement Intérieur des Comités territoriaux doivent être compatibles avec les Statuts de la FFA et conformes au présent Règlement Intérieur. Des Statuts types, établis par la FFA, permettront aux Comités territoriaux d'élaborer leurs propres textes dans les aspects laissés à leurs soins qui, avant adoption par l'Assemblée Générale du Comité territorial concerné, devront être soumis à l'approbation de la CSR de la FFA.

**111.3** Les décisions de leurs compétences sont immédiatement exécutoires, sauf appel.

**111.4** Jusqu'à l'éventuelle reconnaissance par l'Assemblée Générale de la FFA de Comités territoriaux dans les Collectivités d'Outre-mer, les Clubs de leur territoire peuvent demander leur affiliation sous forme de rattachement direct à la FFA.

**111.5** Les Clubs, situés sur le territoire d'un Comité territorial dont l'Assemblée Générale de la FFA aurait décidé de la suppression, ont la même possibilité.

### **Article 112 – Assemblée Générale**

**112.1** L'Assemblée Générale se compose des adhérents (Licenciés à la FFA à la date de l'Assemblée Générale) des Clubs affiliés, en règle avec la FFA et le Comité territorial dont ils relèvent, qui ont seuls le droit de vote.

Ont accès à l'Assemblée Générale et peuvent participer aux débats :

- les membres de l'instance dirigeante du Comité territorial ;
- les membres d'Honneur.

**112.2** Le vote par correspondance n'est pas admis ; personne ne peut représenter plus d'un Club.

**112.3** L'Assemblée Générale annuelle du Comité territorial doit se tenir au plus tard trois semaines avant l'Assemblée Générale de la FFA.

**112.4** A l'issue de son Assemblée Générale, chaque Comité territorial doit adresser à la FFA, dans un délai de quinze jours :

- le rapport de gestion administrative et sportive ;
- les comptes de l'exercice clos (bilan et compte de résultat) ;
- le budget prévisionnel ;
- les noms, professions et coordonnées des Membres de l'instance dirigeante ;
- le nom et les coordonnées du correspondant.

### **Article 113 – Instance dirigeante**

**113.1** Les pouvoirs de direction au sein des Comités territoriaux sont exercés par une instance dirigeante dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale, pour une durée de 4 ans.

**113.2** La composition de l'instance dirigeante est déterminée par les Statuts de chaque Comité territorial. Les membres sortants sont rééligibles.

**113.3** Est éligible au sein de l'instance dirigeante du Comité territorial, toute personne adhérente dans un Club du Comité territorial et licenciée à la FFA.

**113.4** Les candidatures sont établies uniquement par écrit sur papier libre.

**113.5** Les membres de l'instance dirigeante doivent être titulaires d'une Licence valide pour la saison en cours et ce au plus tard à la date de la première réunion suivant le début de la période de délivrance de Licence. A défaut de remplir cette obligation et sauf cas de force majeure, la personne perdra automatiquement la qualité de membre de l'instance dirigeante. Le poste sera vacant et pourra être pourvu lors de l'Assemblée Générale suivante.

**113.6** Dès l'élection de l'instance dirigeante, l'Assemblée Générale élit le Président du Comité territorial.

Le Président est choisi parmi les membres de l'instance dirigeante sur proposition de celle-ci. Il est élu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

**113.7** L'instance dirigeante comprend au minimum un Président, un Secrétaire Général et un Trésorier Général.

### **Article 114 – Commissions Territoriales**

**114.1** Dans chaque Comité territorial, les Commissions Territoriales suivantes sont obligatoires :

- Commission Sportive et d'Organisation (CSO Territoriale) ;
- Commission Territoriale du Running (CTR) ;
- Commission Territoriale des Jeunes (CTJ) ;

Sauf exception, ces Commissions Territoriales ont les mêmes prérogatives au niveau local que leurs homologues fédérales respectives.

D'autres Commissions Territoriales peuvent être instituées par les Comités territoriaux.

**114.2** L'instance dirigeante du Comité désigne, pour quatre ans, les Présidents et les membres des Commissions Territoriales, à l'exception de la CTR.

**114.3** La CTR est composée de membres de droit : le Président du Comité territorial et un représentant de chaque organisateur des épreuves qui se sont déroulées l'année précédente. Seul le Président de la CTR est dans l'obligation d'être titulaire d'une Licence FFA.

### **Article 115 – Ressources des Comités territoriaux**

**115.1** Les ressources des Comités territoriaux se composent :

- de la cotisation territoriale des Clubs de leur territoire, proposée par l'instance dirigeante à l'Assemblée Générale pour une adoption avant le 15 juin ;

- de la part territoriale du produit des mutations ;
- des recettes de toute nature provenant des manifestations qu'ils organisent et notamment des droits d'engagement ;
- des subventions de toute nature ;
- des pénalités pécuniaires décidées par l'instance dirigeante et infligées aux Clubs ;
- du produit des rétributions perçues pour services rendus ;
- des donations ;
- des produits de partenariats privés ;
- de toute autre ressource autorisée par la loi.